



Département de la
Seine-Maritime

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Le 14 Septembre 2015

Question n° 15

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	32
Nombre de Pouvoirs	1
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **15 Septembre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **31 Août 2015**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Frédéric PATROIS, Marie-Paule DESHAYES, Sophie CAPELLE, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET, Estelle FERRON, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusée ayant donné pouvoir :

Stéphanie ONFROY (Pouvoir à Alexandre MORA).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU

LUNDI 14 SEPTEMBRE 2015

QUESTION : n° 15

1-3

OBJET : Réalisation d'un abri de bus accessible Place François Mitterrand - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville et la CO.D.A.H. - Signature - Autorisation

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier LARDANS

Dans le cadre de la loi du 11 Février 2005 relative à « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » et de l'ordonnance du 26 Septembre 2014, la CO.D.A.H. doit rendre accessible son réseau de transports en commun.

De son côté, la Ville de Montivilliers souhaite remplacer l'abri voyageur situé à l'arrêt « François Mitterrand » devenu vétuste, remplacement qui relève de la compétence de la Ville. Parallèlement à ce changement d'abri, la CO.D.A.H souhaite rendre accessible le quai bus correspondant, et qui relève de sa compétence.

Dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du quai bus, la ville de Montivilliers envisage la réfection de la voirie au droit du nouvel aménagement. Ces travaux, relevant de la compétence de la Ville, resteront à la charge de la ville de Montivilliers.

Dans ces conditions, les périmètres étant étroitement imbriqués, les deux maîtres d'ouvrage (la Ville de Montivilliers pour le remplacement de l'abri voyageurs et la réfection de la voirie et la CO.D.A.H pour l'accessibilité du quai bus) ont souhaité avoir recours à la procédure de co-maîtrise d'ouvrage telle que définit à l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Pour sa part, Monsieur le Président de la CO.D.A.H proposera favorablement cette question lors de son Conseil Communautaire du 1^{er} Octobre 2015.

Je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention afin d'organiser la co-maîtrise d'ouvrage à intervenir entre la Ville de Montivilliers et la CO.D.A.H pour les travaux organisés par la Ville de Montivilliers (remplacement d'un abri voyageur et réfection de la voirie Place François Mitterrand) d'une part et ceux qui relèvent de la compétence de la CO.D.A.H d'autre part (mise en accessibilité du quai pour l'arrêt de transport en commun « François Mitterrand »).

D'un commun accord, **il a été décidé de désigner la Ville de Montivilliers comme maître d'ouvrage de cette opération.**

La Ville de Montivilliers assurera, à titre gracieux, l'ensemble des prérogatives de la mission de maîtrise d'ouvrage, à savoir :

- la procédure de passation et d'attribution des marchés publics nécessaires à la réalisation des travaux, ainsi que leur exécution et réception,
- la possibilité de transiger et de saisir les juridictions judiciaires et administratives afin de mettre en cause la responsabilité des cocontractants ou des tiers, et de défendre aux instances et actions introduites par ceux-ci,
- le pouvoir d'admettre le bien fondé des réclamations indemnitaires émanant des constructeurs, des autres participants à l'acte de construire ou des tiers et liées aux conditions d'exécution des marchés et notamment à l'indemnisation des préjudices qui excèdent les prévisions contractuelles ou les sujétions normales du voisinage.

L'estimation prévisionnelle des travaux de mise en accessibilité du quai bus relevant de la compétence de la CO.D.A.H est de 34.276,95 € H.T. (41.132,34 € T.T.C).

L'estimation prévisionnelle des travaux à la charge de la ville de Montivilliers s'élève au total à **25.500 € T.T.C.** (suivant décomposition ci-après) :

Désignation	Estimation prévisionnelle HT	Estimation prévisionnelle TTC
Abri bus	6.250,00 €	7.500,00 €
Aménagement de la voirie	15.000,00 €	18.000,00 €
TOTAL	21.250,00 €	25.500,00 €

La Ville de Montivilliers procèdera au règlement des dépenses liées à cette opération et la CO.D.A.H sera redevable envers la Ville des sommes réellement acquittées par la Ville pour les travaux d'accessibilité du quai bus.

Imputations budgétaires :

Opération 1014 – aménagement du quai bus place François Mitterrand

2151-822-1014 : Dépenses Ville de Montivilliers

4581-822-1014 : Dépenses effectuées pour le compte de la CODAH

4582-822-1014 : Recettes effectuées par la CODAH à la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 32 Voix Pour et 1 Abstention (Gilles LEBRETON)

Ainsi délibéré, les jour, mois et an sus dits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,